

Energie

Le sud de l'Ardèche se rebelle contre la recherche de gaz de schiste

Visite chez les irréductibles villageois ardéchois mobilisés contre le projet d'exploitation d'une nouvelle énergie

« On est un pays de rebelles. Avant nous, il y a eu les camisards. Le sud de l'Ardèche ne se laisse pas faire. » Le ton de Claude Pradal ne laisse aucun doute sur sa détermination. Le maire de Villeneuve-de-Berg, 3 000 habitants, est à l'origine du mouvement contre l'exploitation du gaz de schiste sur ses terres. Des terres sèches peuplées de vignes, forêts et villages de pierres qu'il couve d'un regard amoureux.



Photo Maxime Jégat

Le projet consiste à explorer le sous-sol, sur 931 kilomètres carrés, dans l'espoir d'exploiter le gaz, probablement contenu dans les roches, à 2 000 ou 3 000 mètres de profondeur. En avril dernier, l'administration a délivré un permis d'exploration à une société américaine.

« Ce n'est qu'en octobre que l'ingénieur de GDF a pris contact avec nous. Il nous a donné de la documentation pour nous expliquer ce qu'ils voulaient faire. Sur le coup, je n'ai pas été choqué. Mais après, j'ai lu un article dans « Sciences et Avenir » qui expliquait les inconvénients du gaz de schiste », poursuit le maire de Villeneuve. En quelques semaines, la protestation s'est propagée comme un incendie. Les réunions publiques organisées dans chaque village font le plein et même davantage. Les banderoles et pancartes ont fleuri le long des routes, sur les maisons, sur les mairies. « Pourtant que la montagne est belle... sans gaz de schiste », « Si c'est pour le gaz, go home », « No gazaran » : les slogans s'en donnent à cœur joie. A quelques encablures d'Aubenas, il est désormais difficile de trouver un autochtone favorable au projet de forer des puits. Le 26 février, une manifestation a réuni 15 000 personnes à Villeneuve. Du jamais vu. « ça s'est fait tout seul. Avec ma sœur, ma voisine, on a commencé à réunir un groupe. Avec le bouche à oreille, Facebook, les SMS, on se tient au courant », explique Angélique. Il y a quelques jours, des camions suspects ont immédiatement provoqué un rassemblement... Fausse alerte ! Les engins venaient seulement installer des pylônes. Aujourd'hui, la blonde patronne du pressing supervise le renouvellement des draps de lit protestataires qui parsèment la campagne déjà fleurie.

Jean-Louis Chopy est le porte parole du collectif 07 Stop au gaz de schiste, hébergé par la Frapna (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature). Son argumentaire est sans concessions. « Vous imaginez 15 000 trous, comme en Pennsylvanie, au milieu des vignes ? », lance cet ingénieur météo à la retraite. Et d'énumérer les inconvénients. « Économiquement, il n'y a rien à en tirer. Ce sont des équipes américaines qui viendront bosser. Touristiquement, c'est la catastrophe. On va polluer l'air, les nappes phréatiques, le paysage... » David Dupont, le directeur de l'agence Orpi de Villeneuve confirme que l'inquiétude gagne l'immobilier « Depuis le début de l'année, trois compromis ont été cassés à cause de ça. Des gens qui voulaient investir dans l'accueil touristique. Les vendeurs s'interrogent aussi. Nous recevons énormément de demandes d'évaluation des biens. Ils se demandent ce que cela deviendrait en cas d'exploitation du secteur. »

Pourtant, il semble que le gouvernement fasse marche arrière. Les travaux de prospection sont suspendus. Le 14 mars, François Fillon a demandé « le respect des procédures de consultation du public prévues par la charte de l'environnement ». « Aucune opération de forage ne devra être

engagée avant cette consultation du public et avant que les rapports du CGEDD et du CGIET (2) et de l'Assemblée nationale n'aient été rendus publics, a assuré le Premier ministre. Ces documents doivent être connus entre le 31 mai et le 8 juin.

Selon Jean-Luc Chopy, c'est le signe que le gouvernement cherche lui-même « à se dépêtrer de la situation ». Mais il n'est pas question de lâcher prise pour autant. Le collectif 07 prévoit de se constituer en association pour pouvoir collecter des fonds et mener des démarches juridiques.

« La bataille se terminera le jour où on annulera le projet. On ne veut pas de moratoire (1) pour nous endormir », conclut Claude Chabal.

Muriel Florin

(1) réclamés par les députés européens José Bové et Corinne Lepage